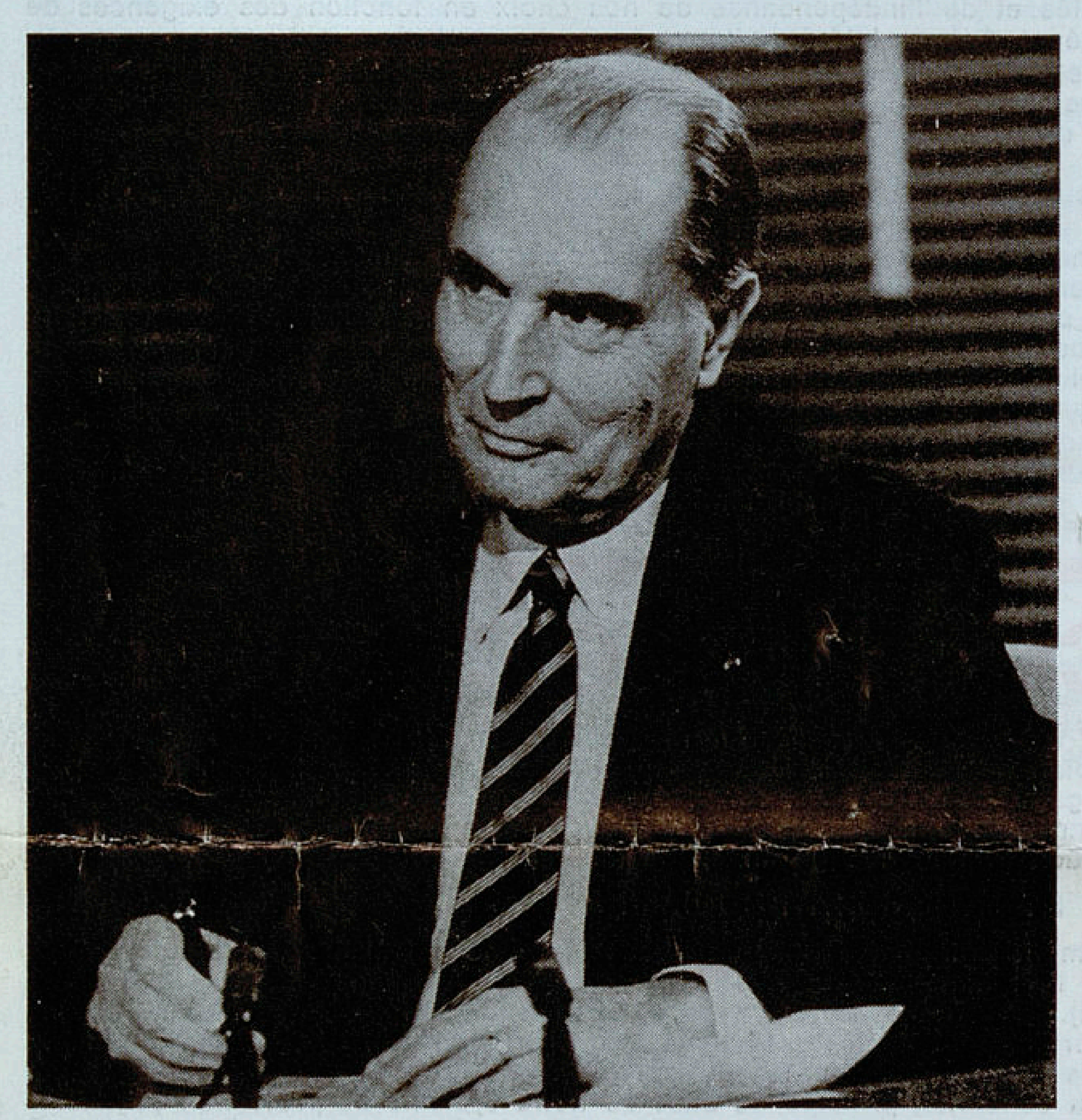


RÉUSSIR ENSEMBLE

avec François MITTERRAND



« Depuis déjà quelques mois j'ai beaucoup écouté les discours des uns et des autres, et dans tout ce bruit, j'aperçois un risque pour le pays de retomber dans les querelles et les divisions qui si souvent l'ont miné.

Je veux que la France soit unie...

Par un concours de circonstances exceptionnel (...) que je ne désirais pas, il m'est apparu, et pas à moi seul, que j'étais en mesure de faire front pour éviter ces germes de division. »

(François MITTERRAND
mardi 22 mars à 20 h à Antenne 2).

AVEC FRANÇOIS MITTERRAND
Comité de Soutien du 7e arrondissement

présidé par

Yvette CHASSAGNE,
ancien Préfet,
Président honoraire de l'Union des Assurances de Paris

Claude ALPHANDERY, commandeur de la Légion d'Honneur - Daniel ANDRÉ, psychanalyste - ANSELME, dessinateur - Louise ARDANT - Patrice BACHY, conseiller du 7e arrondissement - René CAQUET, médecin, professeur à l'Université Paris XI - Jacqueline DAMELET, militante du secteur associatif - Michel DEMAZURE, professeur à l'École Polytechnique - Monique LACHAUSSÉE, responsable dans le secteur associatif - Marie-Anne LÉVY-ALCOVER - LOS MACHUCAMBOS - Gilles MARTINET, Ambassadeur de France - Paul MINGASSON, ancien préfet - Claude NEUSCHWANDER, président de société - Catherine SAHUT D'IZARN, présidente de la Confédération nationale du logement du 7e arrondissement - Janine TILLARD et Rémi DREYFUS, fondateurs de « La Mémoire Courte » - Guy de VALENCE, Ministre plénipotentiaire ER. - Marc ZAZZO, médecin.

Le moment est venu de dire pourquoi nous nous battons.

Depuis 1981, la Gauche n'a cessé d'augmenter sa capacité à maîtriser la réalité, à préserver les acquis et à rendre l'espoir.

Depuis 1986, la Droite a, au contraire, fait preuve de son incapacité à conduire le pays sur la voie du développement, de la justice sociale, des valeurs de solidarité qui sont les nôtres.

Des propositions précises et claires peuvent maintenant être faites aux Français pour parachever l'œuvre entreprise dans des domaines dont dépendent la vie et l'avenir de la Nation.

La France doit participer au dialogue international, pour que progresse la paix dans le monde. Aller vers la réduction du surarmement ; engager un programme complet d'action pour remettre de l'ordre dans les affaires internationales, tant en ce qui concerne les monnaies que pour ce qui est des relations entre pays développés et pays du Sud ; agir en faveur des libertés : tels sont les chemins sur lesquels le Président de la République s'est engagé avec poids.

Artisan de l'Europe, le Président de la République a voulu l'étape importante que constitue le marché unique du 31 décembre 1992. Il s'agit là encore d'achever une œuvre fondamentale, qui implique investissement et formation, pour reconquérir des marchés extérieurs et amorcer une courbe de réduction progressive du chômage. L'Europe telle que nous la voulons, c'est une chance pour la France. Les efforts nécessaires concernent aussi bien la modernisation industrielle qu'une réforme du système éducatif. Mais on ne peut appeler les Français à ces transformations tant qu'une grande partie d'entre eux se sentiront exclus de la société. Or, nous le savons bien, alors que de 1981 à 1986 les inégalités les plus criantes ont été réduites, moyennant l'amélioration du pouvoir d'achat des plus défavorisés, la Droite a pratiqué, depuis mars 1986, une redistribution en sens inverse, en faveur des catégories sociales les mieux loties. Politique fiscale pour les riches, pouvoir d'achat à deux vitesses, injustice accrue de la répartition des prestations sociales, autant de directions qu'il faut inverser.

Une réelle solidarité nationale — le minimum garanti d'insertion —, l'égal accès de tous à la culture et au savoir, qui passe par la lutte contre l'échec scolaire, sont des entreprises à la fois urgentes et de longue haleine, les seules qui pourront donner à chacun le sentiment qu'il appartient à une communauté vivante. Ce qui est en cause, ce sont les valeurs même de la démocratie. Celles qui rendent les citoyens plus responsables ; celles qui sous-tendent les lois sur la décentralisation ; celles qui demain, si la Gauche est aux affaires, mettront fin aux noyaux durs idéologiques qui ont confisqué les entreprises au profit de quelque amis de la droite chiraquienne et ont transformé l'audiovisuel en un champ clos d'intérêts et de pressions, sous le seul contrôle d'une C.N.C.L. qui n'est plus respectée par personne.

Contre cette mainmise de l'Etat R.P.R., ce que veulent les socialistes, c'est un Etat pluraliste qui se modernise et reconnaît à chacun le droit à l'information, le droit à l'initiative, le droit au droit.

Les articles de ce numéro développent plusieurs des chapitres de ce projet ambitieux, réaliste et fraternel. Nous avons le devoir de gagner, parce qu'il y va de notre pays, de son unité et de son avenir. A vous, à nous tous, il appartient maintenant de mobiliser ses forces : notre combat, c'est le combat même des valeurs de la Révolution française, c'est celui du devenir de notre Nation.

LES SOCIALISTES DANS LE 7e
24, rue Malar, Paris-7e - Tél. : 45.55.46.93
Marchés : Avenue de Saxe, chaque samedi matin.
Rue Cler, chaque dimanche matin.

GENERATION MITTERRAND

LE LOGEMENT

La situation actuelle dans le secteur du logement montre bien le danger d'une action gouvernementale reposant sur l'idéologie. Le credo du « tout libéral » de la loi Méhaignerie a trouvé dans ce domaine ses limites. C'est ainsi que le ministre du Logement prône d'un côté la volonté de laisser le marché résoudre la question (abrogation de la loi Quilliot) et de l'autre cherche à éteindre l'incendie qu'il a allumé en interdisant les hausses dans le secteur H.L.M. et en invitant les locataires à refuser les augmentations de loyer excessives.
Le Parti Socialiste a dans ce domaine une toute autre démarche : le droit pour chacun à un logement décent à la mesure de ses moyens.
C'est le refus d'une politique qui divise les Français en deux catégories : ceux qui peuvent payer le prix fort pour être logé décemment et ceux dont les moyens sont limités ou deviennent insuffisants qui n'ont le droit qu'à l'inconfort, l'insécurité et tous les risques.

LIBÉRALISATION ET PRÉCARITÉ

La loi Méhaignerie a entraîné un dérapage des prix et des loyers.
— Le taux des emprunts est le plus élevé depuis 1945 (7 % à 8 % inflation déduite).
— A Paris, les loyers ont augmenté de 20 % à 40 % en deux ans. En 1987, le loyer moyen au mètre carré est de 72 F (1983 : 48 F).

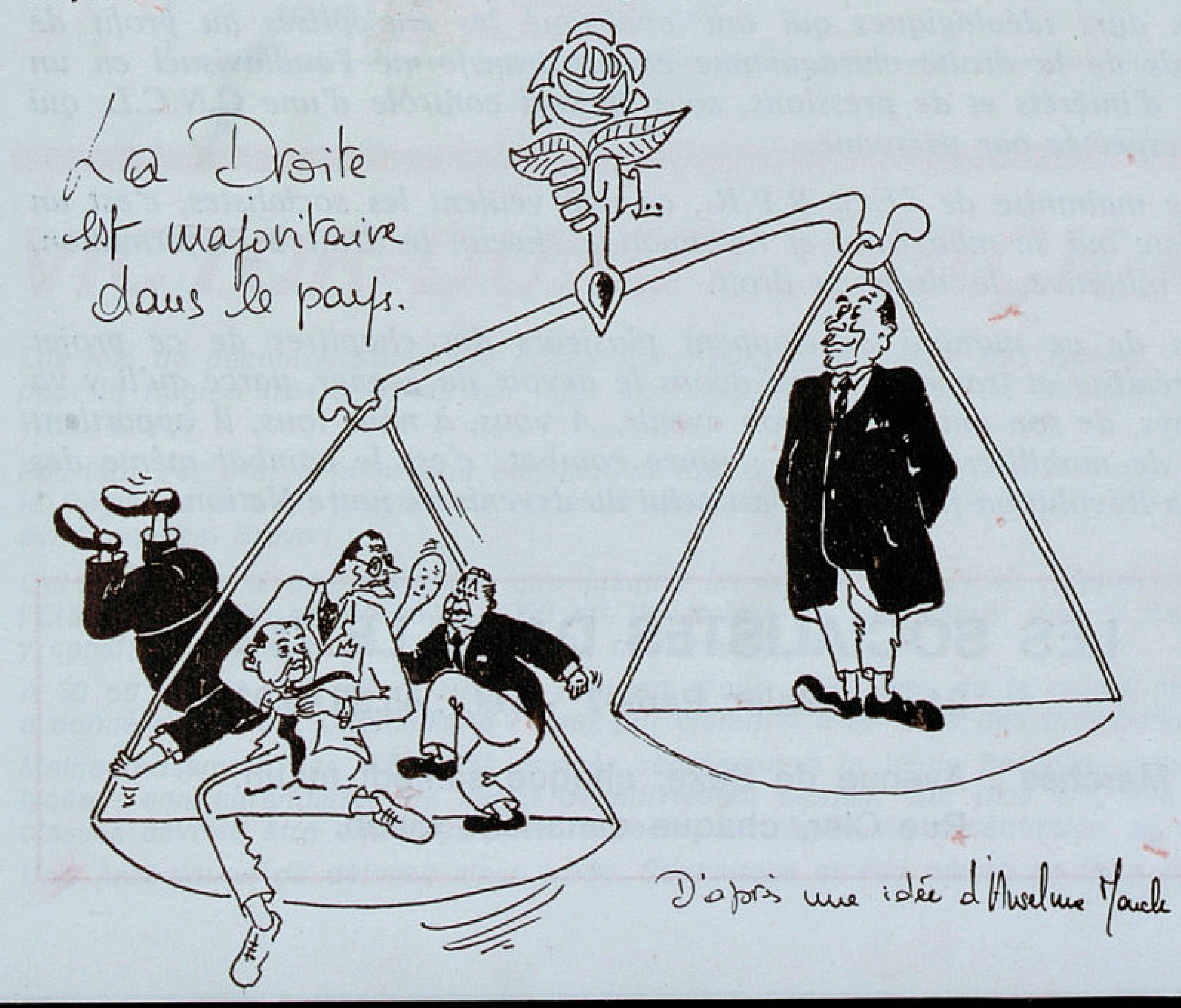
LE BILAN DE LA GAUCHE : ÉQUILIBRE ET DIALOGUE

Le gouvernement a voulu concilier le maximum de sécurité pour le locataire et le rétablissement de la confiance des propriétaires.
Pour y parvenir, les mesures suivantes ont été prises :
— Maîtrise des loyers en garantissant une juste rémunération du propriétaire. La loi Quilliot interdisait le blocage des loyers (1974-1981).
— Développement des constructions aidées.
— Facilité pour l'accession à la propriété des ménages à revenus moyens (déductions fiscales, développement de l'épargne-logement, revalorisation de l'aide à la personne).
— La loi Quilliot qui
• définissait clairement le contenu du bail de location,
• maîtrisait l'évolution des loyers. La loi ne bloquait pas les loyers mais permettait une évolution progressive contrairement à la politique de blocage d'avant 1981 (5 blocages entre 1971 et 1974),
• diminuait le poids des charges en créant de nouvelles exonérations fiscales (doublement pour les économies d'énergie) et en développant les aides à l'amélioration de l'habitat.

Depuis 1986 l'abrogation de la loi Quilliot a concrétisé pour ceux qui n'ont pas de grands moyens l'insécurité juridique en matière de logement. Elle est doublée d'une insécurité financière concrétisée par le désengagement de l'État et la banalisation des aides quel que soit l'occupant du logement (l'aide de l'État par logement est passée de 100.000 F à 45.000 F).

QUELLES SONT LES ORIENTATIONS QUE NOUS DÉFENDONS ?

Assurer une stabilité durable aux relations propriétaires/locataires. Maintien de la notion d'ordre public pour ces relations, protection du locataire en fin de bail.
Réformer le financement du logement. Il y a un compromis à trouver entre l'oubli des principes de rigueur (années 70) et le refus de déroger à ces principes. Cela permettra aux revenus moyens d'accéder à la propriété et pèsera indirectement sur le niveau des loyers.
Redéploiement des aides budgétaires en faveur de l'habitat existant et du logement des plus défavorisés. En effet, plus de 80 % des logements existant en l'an 2000 sont déjà construits. Cette politique de l'habitat permettra de lutter contre les mécanismes d'exclusion et de solvabilité pour les plus démunis.
Au cynisme de la loi Méhaignerie qui institue « un logement selon ses moyens », rétablissons « un droit au logement pour tous ».



Quelle défense pour la France ?

A la veille d'un accord probable pour la limitation des armes stratégiques, quelques mois après la signature du traité de Washington sur le démantèlement des missiles de moyenne et courte portée en Europe, dans le cadre d'une coopération de plus en plus tangible entre la France et la République Fédérale d'Allemagne en matière de sécurité, et au moment où l'Alliance Atlantique se pose des questions et hésite sur la modernisation d'une partie de ses armes nucléaires basées sur notre continent, quelle mission notre pays est amené à accomplir et quel devrait être le rôle spécifique de notre force nucléaire de dissuasion ?
Force est de constater, que sous l'autorité et l'impulsion du Président de la République, notre force de dissuasion n'a même pas été prise en considération dans les négociations des super-grands à Genève, que sa crédibilité est intacte voire grandissante, et que notre présence s'est affirmée davantage sur les scènes européenne et internationale en matière de sécurité.
Le Président de la République et le Parti Socialiste français ont été les premiers à alerter l'opinion publique sur le danger que représentaient les S.S. 20 soviétiques pointés sur l'Europe occidentale, au moment où les représentants de la Droite ne se sentaient pas concernés sous prétexte que la France ne fait pas partie du commandement intégré de l'O.T.A.N. Par contre, ces mêmes représentants ne cessent d'émettre des réserves, d'exprimer des réticences, et d'étaler leurs états d'âmes, une fois que M. Gorbatchev a accepté de démanteler les S.S. 20 conjointement avec le retrait des Pershing.
F. MITTERRAND l'a répété, et les faits l'ont prouvé ; aucun équilibre n'a de sens s'il n'est pas orienté vers le bas, vérifiable et simultané. Le Parti Socialiste français est parfaitement conscient de la nécessité d'un rééquilibrage qui touche le conventionnel et le chimique aussi bien que le nucléaire, et œuvre en ce sens dans les instances européennes et les contacts bilatéraux. Cependant, le maintien constant de notre force de dissuasion au seuil de crédibilité, reste pour nous, socialistes français, une priorité absolue, et dans le double sillage de la parfaite entente avec nos alliés et de l'indépendance de nos choix en fonction des exigences de notre sécurité et de nos intérêts vitaux.
Nous considérons que l'Europe communautaire de la sécurité est à faire, et que la France est appelée à jouer dans les années à venir le rôle central dans l'élaboration d'une charte de défense européenne crédible et autonome en étroite collaboration avec la R.F.A. Cette tâche implique une coordination avancée entre partenaires européens, et non une carte blanche déguisée à l'I.D.S. du Président Reagan.
Néanmoins, notre force de dissuasion n'est pas destinée à menacer qui que ce soit, mais à préserver notre indépendance. De même la défense européenne autonome doit se fixer comme objectif la dissuasion pour la sauvegarde de la paix sur notre continent. Nos forces pré-stratégiques également, comme l'a rappelé le Président de la République, font partie de notre stratégie d'ensemble et ne visent pas par leur courte portée le territoire de nos partenaires.
A la veille d'une échéance électorale décisive, nos compatriotes sont appelés à réfléchir sur les questions de la sécurité nationale et européenne. Et à ne pas confondre la paix et le pacifisme, l'indépendance et le neutralisme.

SÉCURITÉ SOCIALE

L'année 1987 a de nouveau vu surgir la question du déficit de la Sécurité Sociale au premier plan de l'actualité. Retour exploité par la Droite pour une fois de plus tenir un langage catastrophiste sur notre système de protection sociale. Retour explicable par la politique menée depuis mars 1986 alors que depuis 1983, les régimes sociaux avaient dégagé un excédent.

LA DROITE ET LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le gouvernement Chirac a depuis deux ans multiplié les mesures clientélistes qui ont accéléré le rythme des dépenses maladies (+ 8 % l'an contre + 3 % entre 1983 et 1985). Les États Généraux organisés en décembre 1987 avaient comme vocation de prendre à témoin les Français d'un incendie allumé par le gouvernement !
Les décisions prises pour remédier à cette situation ont toutes été inspirées par le refus de la solidarité, principe de base de notre système de protection sociale.
La suppression du remboursement à 100 % des frais occasionnés par la maladie principale : c'est la première fois que l'on demande aux malades — et notamment aux grands malades — d'assurer l'équilibre financier des régimes sociaux. Le risque est supporté par celui qui le subit ! Tout ceci sans compter les tracas administratifs que cette mesure provoque.
Le Comité des Sages mis en place par le Gouvernement avait proposé que le déficit soit couvert par un prélèvement exceptionnel sur tous les revenus (salaires, revenus mobiliers...). Or, le gouvernement a :
— laissé un déficit de 17 milliards non couvert,
— augmenté, une fois de plus, les cotisations maladies et vieillesse des seuls salariés.

LA SÉCURITÉ SOCIALE : LES ENJEUX DE SON AVENIR

La Sécurité Sociale née en 1945 fait partie intégrante de notre vie quotidienne. Elle est le résultat des luttes à l'initiative du monde du travail. Depuis cette date, elle a su s'adapter et évoluer. A l'aube du XXI[e] siècle, elle doit prendre en compte d'autres réalités.
Les enjeux sont au nombre de deux :
— assurer un équilibre financier par une gestion performante des régimes sociaux,
— développer un système de santé qui aurait pour base le principe de solidarité.
L'avenir de la Sécurité Sociale déterminera le type de société dans lequel nous vivrons :
— Dans une société en évolution, notre système de protection sociale doit s'adapter, car il dépend notamment du niveau de croissance et de l'importance du chômage.
— La Sécurité Sociale est une composante essentielle de la cohésion sociale en raison des principes qui l'animent : la garantie par la solidarité et le droit à l'égalité d'accès aux prestations.
Une Sécurité Sociale à deux vitesses reléguerait dans l'humiliation ou l'exclusion ceux qui n'auraient pas les moyens de financer leur couverture sociale. La réponse à ces défis passe par une solidarité accrue. Nous avons besoin d'une Sécurité Sociale adaptée aux évolutions de la société mais qui reste fidèle à ses principes de solidarité, de justice et de progrès social.
De cette façon, la Sécurité Sociale s'affirmerait comme un atout de la société française et non comme la charge que la droite voudrait voir en elle.

LES CHOIX PROPOSÉS PAR LES SOCIALISTES

L'action de la Gauche pourrait privilégier trois orientations :
— **La solidarité :** couverture sociale rétablie pour les chômeurs, prise en charge de nouveaux actes médicaux, suppression du ticket modérateur.
— **La clarté dans l'exercice des compétences publiques.** Le Parlement devrait se prononcer sur le budget social de la Nation et les perspectives des régimes sociaux.
— **L'équilibre financier.** Par nécessité, la Gauche a augmenté les recettes, mais c'est surtout par la maîtrise des dépenses qu'il y a eu équilibre (réforme du budget global pour l'hôpital public, efforts qualitatifs et quantitatifs demandés aux professions de santé en ville). Cette action a permis de dégager des soldes excédentaires pendant trois ans (de 1983 à 1985).
Notre pratique gouvernementale a démontré qu'il était possible de concilier solidarité et rigueur financière. Parce qu'il y va du fondement de la justice sociale, notre attachement à cette institution est indéfectible ; en effet, les valeurs sur lesquelles la Sécurité Sociale était fondée sont les nôtres.

Qui a peur de la démocratie ?

Décentralisation, justice sociale, rénovation du Code du travail, droits des femmes, les gouvernements socialistes de 1981 à 1986 ont permis à la démocratie d'avancer dans notre pays.

Des imperfections, il y en a eu, nous les connaissons ; la démocratie n'avance qu'à petits pas mais quand elle avance c'est déjà beaucoup. Un retour de la droite aux affaires de l'État marquerait l'arrêt de ce progrès — deux années de libéralisme le prouvent — mais entraînerait plus sûrement encore un recul de cette valeur républicaine sur laquelle nous fondons notre recherche d'un monde plus juste et plus solidaire, pour nous et nos enfants.

Depuis 10 ans la droite règne sans partage sur la Ville de Paris. Bien entendu, à première vue, la situation à Paris s'est améliorée : connexion des axes de transfert, rénovation de quartiers insalubres, entretien des écoles, construction de foyers de personnes âgées ou de crèches.

Mais a-t-on idée de ce que l'on pourrait faire avec chaque année un budget de plus de 10 milliards de francs ?

● Ne pourrait-on faire davantage de crèches et améliorer ainsi les conditions de vie des femmes et des familles parisiennes ? Cette libération est surtout indispensable pour accéder au savoir, à la culture et à la vie sociale.

● Ne pouvait-on aménager autrement et retenir dans Paris les familles, les catégories de populations les plus variées, les petites entreprises non polluantes qui constituent la richesse d'une ville ?

Au nom de l'ordre, de la propreté et des lois du marché, la droite transforme progressivement Paris en une ville résidentielle, réservée aux riches et aux bureaux, vide, triste et recroquevillée. Une politique de logement social ne rapporte pas assez aux promoteurs.

● Ne pouvait-on mieux utiliser les lois de décentralisation qui cherchaient à rapprocher le pouvoir des citoyens, à rendre chacun un peu moins assisté et un plus responsable ?

Paris se contente du minimum légal de démocratie. Les vingt arrondissements réunis n'ont la responsabilité que d'un millième du budget de la ville.

Que d'énergie, d'imagination, de bonne volonté gaspillées !

La droite a toujours déclaré qu'elle ferait la décentralisation mais ne l'a jamais mise en œuvre. Encore aujourd'hui elle n'y voit que son intérêt partisan et concentre ses critiques sur l'insuffisance de transfert de ressources. En fait, la droite a peur de la démocratie qui l'empêche de mener ses affaires comme elle l'entend et de vendre la seule parcelle constructible du lycée Victor-Duruy, bloquant ainsi toute possibilité d'extension de l'établissement sans que personne ne s'en aperçoive.

Les Parisiens ignorent trop souvent qu'ils ne retrouvent qu'une partie de cet énorme gâteau (fromage !) que représente le budget parisien. Investissement en faveur de telle ou telle clientèle électorale, entretien d'un cabinet du maire pléthorique, base arrière du R.P.R. de 1981 à 1986, financement des actions de communication du maire-candidat aux différentes élections, et alimentation des entreprises amies qui, sous le couvert d'une efficacité et d'une rentabilité qui restent à démontrer (ramassage en soirée des ordures, construction de parkings), se partagent des marchés fort lucratifs.

La démocratie fait peur à la droite. Nous savons combien il est difficile de la faire avancer mais nous savons aussi combien c'est nécessaire. C'est là tout le combat de la gauche.

LA FONCTION PUBLIQUE

Le 7[e] arrondissement s'identifie avec la fonction publique en raison du nombre important de ministères installés dans ce secteur.

Cette concentration provoque la venue quotidienne d'environ 80 000 fonctionnaires. Cette masse importante de travailleurs du tertiaire sur un lieu aussi déterminé est tout à fait représentatif de la place qu'occupe la Fonction Publique dans notre pays.

Les traditions républicaines issues de la Révolution française ont provoqué l'établissement de structures étatiques puissantes dont l'un des buts est de servir la collectivité nationale. L'histoire a démontré jusqu'à aujourd'hui que la Fonction Publique n'a pas failli à sa mission de Service Public. Les exemples en sont nombreux : l'Administration de la Santé Publique avec ses hôpitaux, les Affaires Sociales avec la Sécurité Sociale qui est encore maintenant une des meilleures institutions de protection sociale au monde, les Postes et les Télécommunications avec un acheminement de courrier régulier, avec des communications téléphoniques par câbles et satellites à travers les continents, ont fait de la France une des têtes de pont avancées de la communication mondiale. Nous pourrions multiplier les exemples et la liste ne serait pas encore assez exhaustive.

Chaque citoyen doit prendre conscience que les services qu'il utilise tous les jours à des prix compétitifs, il les doit au rôle que l'État a su exercer durant des décennies dans l'ensemble des domaines du service public.

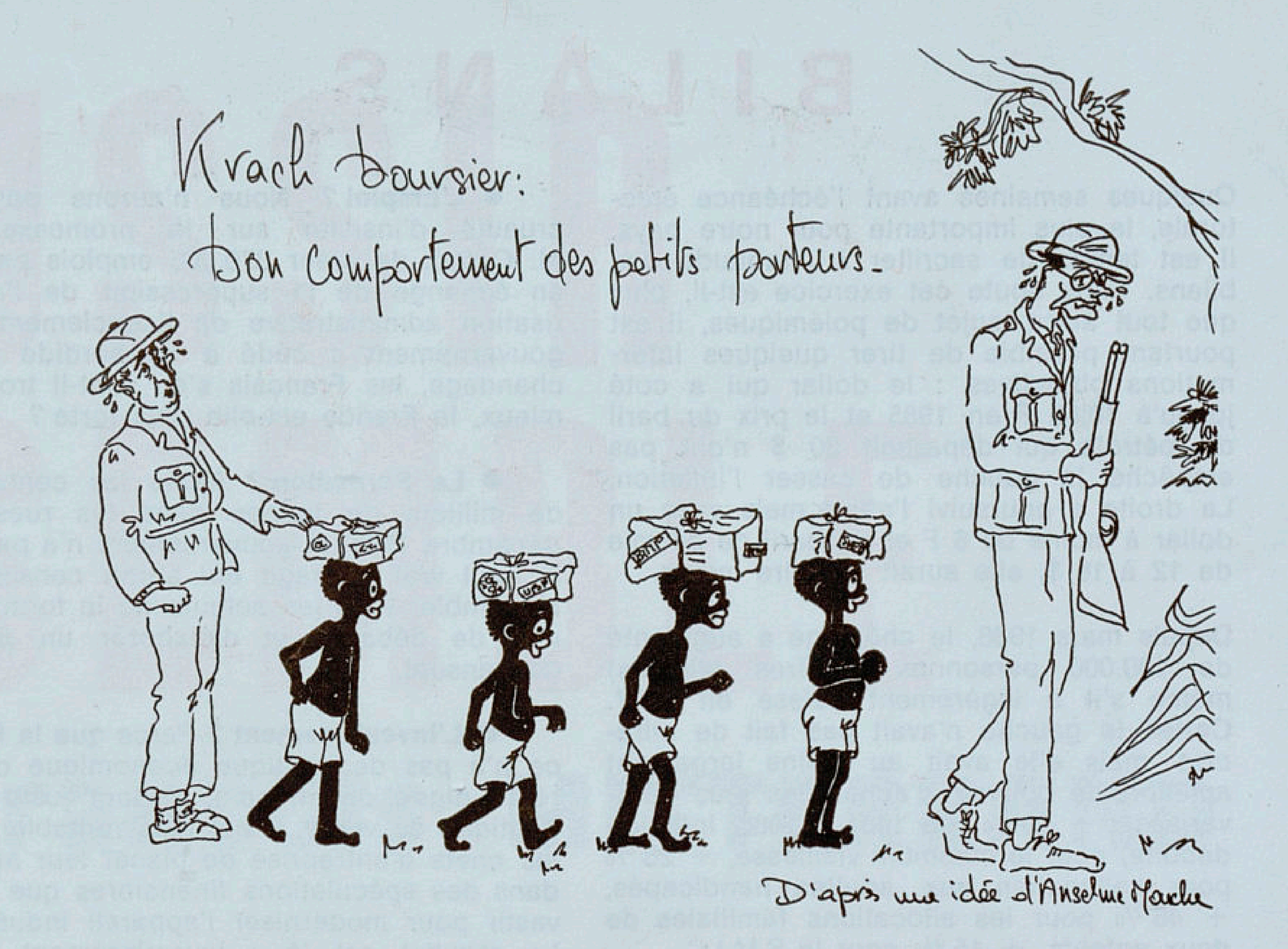
Cet État souvent décrié est pourtant garant de l'égalité de traitement du citoyen, garant de la continuité, de la neutralité, de l'accessibilité autour de la devise républicaine : « Liberté, Égalité, Fraternité ».

La droite depuis mars 1986 n'a qu'un souci : le dénigrement, la diminution, voire la suppression des structures de la Fonction Publique au profit d'affairistes dont la seule obsession est le profit au détriment des individus et de la collectivité.

En effet, que penser d'un ministre de l'Industrie et de la Recherche comme M. A. Madelin qui fraîchement nommé à la tête de ce grand ministère n'a eu que mépris pour cet organisme, répétant à qui voulait l'entendre que son Ministère n'avait pas de raison d'être. Ou M. G. Longuet, ministre délégué aux Postes et Télécommunications, qui affirme que « l'Administration est un frein aux aspirations modernes de nos compatriotes ».

Il convient de comparer avec d'autres pays où la droite libérale dirige les affaires, telle la Grande-Bretagne de Mme Thatcher, n'intervient pas ou peu dans l'environnement social : les malades attendent longtemps avant de pouvoir être admis dans les centres hospitaliers, ou alors il convient d'avoir des moyens financiers conséquents pour avoir droit à la médecine rapide et de qualité. C'est également le cas des États-Unis.

Les Socialistes sont très attachés au service public et à l'État, ils l'ont démontré entre 1981 et 1986. Nous devons tirer expérience de notre passage au pouvoir mais il est temps aussi de nous tourner vers l'avenir et nous disons que l'État doit être en charge de cet avenir. Les Socialistes sont conscients que bon nombre de points particuliers doivent être encore améliorés. Les services publics doivent devenir les vecteurs privilégiés de la transformation et de la modernisation de notre pays. Ils doivent se préoccuper d'efficacité et être toujours plus au service de l'usager. Il s'agit ainsi de rendre l'État plus dynamique et plus performant pour le bien de tous.



Contre les privatisations idéologiques, pour une économie mixte

La droite chiraquienne a entrepris en mars 1986 une privatisation à marches forcées. Il s'agissait moins d'agir pour le bien de l'économie française (les nationalisées n'avaient pas démérité au contraire) que de démolir l'œuvre de la gauche et de retirer à l'État tout moyen d'agir sur une économie vouée au libéralisme le plus débridé. Au-delà de l'engouement du public à qui l'on faisait miroiter un gain facile, nous avons rapidement constaté la nocivité d'une politique menée pour des raisons purement idéologiques.

La mise sur le marché de milliards d'actifs par un État ramené au statut de marchand de biens a évidemment fragilisé le marché financier français qui a souffert plus que les autres du krach de l'automne dernier. Les petits porteurs en sont les premières victimes.

La méthode des noyaux durs a consisté à remettre entre les mains de quelques fidèles du R.P.R. les pouvoirs que détenait l'État. Mais le libéralisme sauvage auquel la droite a accepté de livrer nos meilleures entreprises montrera bientôt que les noyaux R.P.R. sont impuissants face à une O.P.A. sauvage. Ceux qui entreprennent d'acheter un pays (la Belgique) n'auront pas peur des noyaux-Balladur. Par décence, ils attendent que les élections soient passées, mais ensuite gare à la C.G.E., à Suez, au C.C.F...

Au demeurant, les privatisations n'ont nullement renforcé la situation des entreprises, puisque l'on a procédé par cession d'actions et non par augmentation de capital. De la sorte, aucun moyen supplémentaire n'a été donné aux entreprises pour investir ou créer des emplois. Que de temps perdu !

Cette politique illustre bien la vraie nature du libéralisme, qui n'est autre que l'abandon aux forces de l'argent : les Français imaginaient-ils que la privatisation de T.F.1 menée, nous affirmait-on, au nom du mieux-disant culturel, allait se traduire immédiatement par une indécente escalade des salaires des vedettes.

La gauche refuse cette logique de l'abandon. Elle croit qu'en cette période de crise, l'État doit jouer un rôle moteur dans l'économie française. Pour cela, elle développera les principes de l'économie mixte :

— Pas un Français, personne physique, acquéreur d'actions de sociétés privatisées, ne doit craindre un rachat forcé par l'État. Au contraire, les pouvoirs des petits actionnaires, que les noyaux durs actuels bafouent allègrement, seront renforcés.
— Certains noyaux durs pourront être réexaminés, soit dans un but de démocratie économique, pour démanteler les réseaux R.P.R., soit pour garantir les intérêts stratégiques à long terme de notre industrie (par exemple la C.G.E.) face aux menaces d'O.P.A.
— Le programme de privatisation mis en place par la droite sera stoppé, mais le capital des entreprises nationales sera ouvert au public, jusqu'à 25 % ou 33 %, dans le souci notamment de renforcer les fonds propres de ces entreprises.

De 1982 à 1986, la gauche avait redressé des entreprises que des dizaines d'années d'incurie capitaliste avaient conduites au bord de la faillite. La droite a cherché à confisquer le succès de la gestion des entreprises publiques en les cédant à quelques amis politiques sous couvert de capitalisme populaire. La gauche se propose de mettre un coup d'arrêt à cette politique d'abandon et de redonner à la nation, dans le cadre d'une économie mixte, les moyens de lutter contre la crise.



BILANS

Quelques semaines avant l'échéance électorale, la plus importante pour notre pays, il est temps de sacrifier à l'habitude des bilans. Sans doute cet exercice est-il, plus que tout autre, sujet de polémiques, il est pourtant possible de tirer quelques informations objectives : le dollar qui a coté jusqu'à 10,60 F en 1985 et le prix du baril de pétrole qui dépassait 30 $ n'ont pas empêché la gauche de casser l'inflation. La droite a poursuivi l'effort mais avec un dollar à moins de 6 F et un baril de pétrole de 12 à 18 $, elle aurait pu faire mieux.

Depuis mars 1986, le chômage a augmenté de 100.000 personnes (chiffres officiels) même s'il a légèrement baissé en 1987. Certes la gauche n'avait pas fait de miracles mais elle avait au moins largement amélioré le pouvoir d'achat des plus défavorisés : + 25 % (de 1981 à 1986, inflation déduite) pour le minimum vieillesse, + 25 % pour l'allocation aux adultes handicapés, + 46 % pour les allocations familiales de deux enfants, + 15 % pour le S.M.I.C.

Au centre de tout ce dispositif il y avait pour la gauche l'idée que l'effort nécessaire en temps de crise ne peut s'accomplir que dans la solidarité. Depuis mars 1986, nous connaissons l'effort pour quelques-uns et la solidarité pour personne : suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, réductions fiscales qui cachent qu'elles avantagent en fait surtout les plus favorisés. La solidarité est oubliée ; seuls quelques « gestes » qui hésitent entre charité et clientélisme préélectoral sont annoncés.

Tout cela constitue-t-il une politique ? Oui si la politique se résume en distributions de prébendes, en aides aux affairistes de tous bords. Mais si l'on a encore en tête que la politique est d'abord la Chose publique, qu'elle est la direction des affaires de l'État et qu'elle demande une certaine dignité, on ne peut être actuellement satisfait par ce qui nous est offert.

Dans la guerre économique qui oppose les nations industrialisées et dont les chômeurs sont avant tout les victimes, un gouvernement responsable sera soucieux de l'Emploi, de la Formation et de l'Investissement.

- **L'Emploi ?** Nous n'aurons pas la cruauté d'insister sur la promesse de M. Gattaz de créer 370.000 emplois par an en échange de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Le gouvernement a cédé à ce sordide marchandage, les Français s'en sont-il trouvés mieux, la France est-elle plus forte ?

- **La Formation ?** Après les centaines de milliers de jeunes dans les rues en décembre 1986, le gouvernement n'a pas eu le seul vrai courage qui aurait consisté à rassembler tous les acteurs de la formation afin de débattre et d'élaborer un projet consensuel.

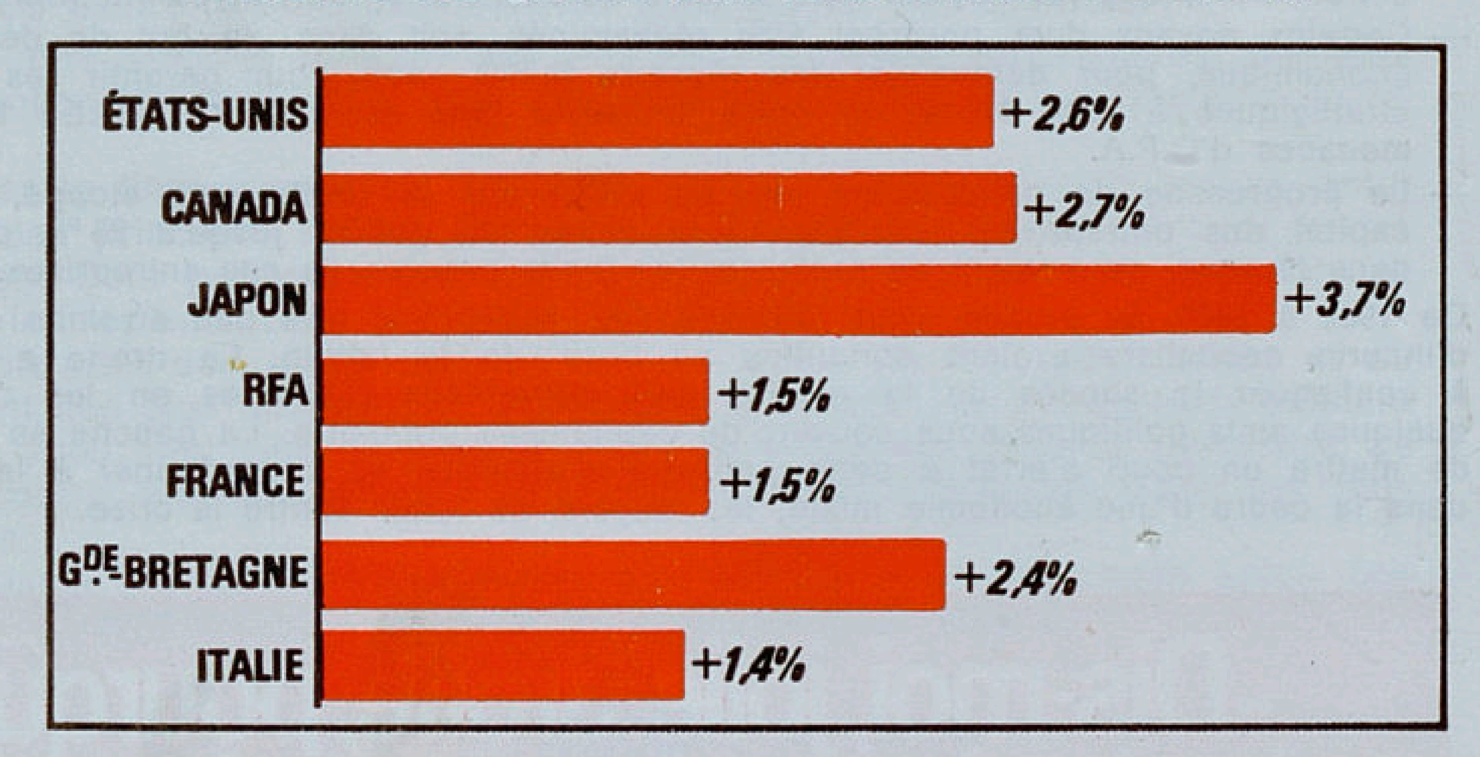
- **L'Investissement ?** Parce que la France n'a pas de politique économique cohérente digne de ce nom, et tout juste une politique de vente, il est plus rentable pour les chefs d'entreprise de placer leur argent dans des spéculations financières que d'investir pour moderniser l'appareil industriel. Le résultat est là : investissement dans l'appareil industriel : + 6 % pour les deux années 1986 et 1987 contre + 13 % pour 1984 et 1985.

Au moins le gouvernement a-t-il réussi à améliorer la sécurité des Français ? En fait, la criminalité est en recul depuis 1985 mais il est vrai que les gouvernements précédents avaient mis davantage l'accent sur l'action à long terme que sur le marketing sécuritaire. A cet égard, faut-il rappeler que les attentats en Corse ont plus que doublé de 1986 à 1988 ? La situation en Nouvelle-Calédonie s'aggrave à la suite de la politique de M. Bernard Pons dont le principal souci semble être de jouer au fier-à-bras et de creuser le fossé qui sépare les deux communautés. Mais il est vrai que M. Pons sait que ce ne sera pas à lui de réparer ses méfaits.

Parce que ce gouvernement est faible, il cède à tous les lobbies, du moins les plus forts, et n'est donc pas capable de mettre en œuvre une politique cohérente. Une politique pour la France des années 90 devrait voir le triomphe de l'Intérêt Général seul capable d'unir les Français autour de l'essentiel : gagner la guerre économique.

CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DU PIB

Moyenne des grands pays industrialisés : + 2,5 %



LES ENJEUX DE LA FORMATION

Immédiatement après mars 1986, dans un souci très partisan, Jacques Chirac et René Monory avaient chargé Alain Devaquet de mettre sur pied une réforme de l'Enseignement Supérieur : l'objectif principal était de balayer toutes les mesures prises par ses prédécesseurs, Alain Savary et Jean-Pierre Chevènement.

Mais après avoir essuyé un échec retentissant et jeté des centaines de milliers de jeunes dans la rue, Jacques Chirac, toujours aussi excessif, passa la consigne diamétralement opposée à Jacques Vallade, le nouveau secrétaire d'État aux Universités : « Surtout ne faites rien ! »

Le fait est qu'au-delà des discours et de quelques tentatives mesquines pour effacer l'action de leurs prédécesseurs R. Monory et J. Vallade n'ont rien entrepris depuis un an et demi. Et ce ne sont pas les rapports et recommandations publiés quelques semaines avant les élections — ce qui n'engage à rien — qui peuvent tenir lieu de projet.

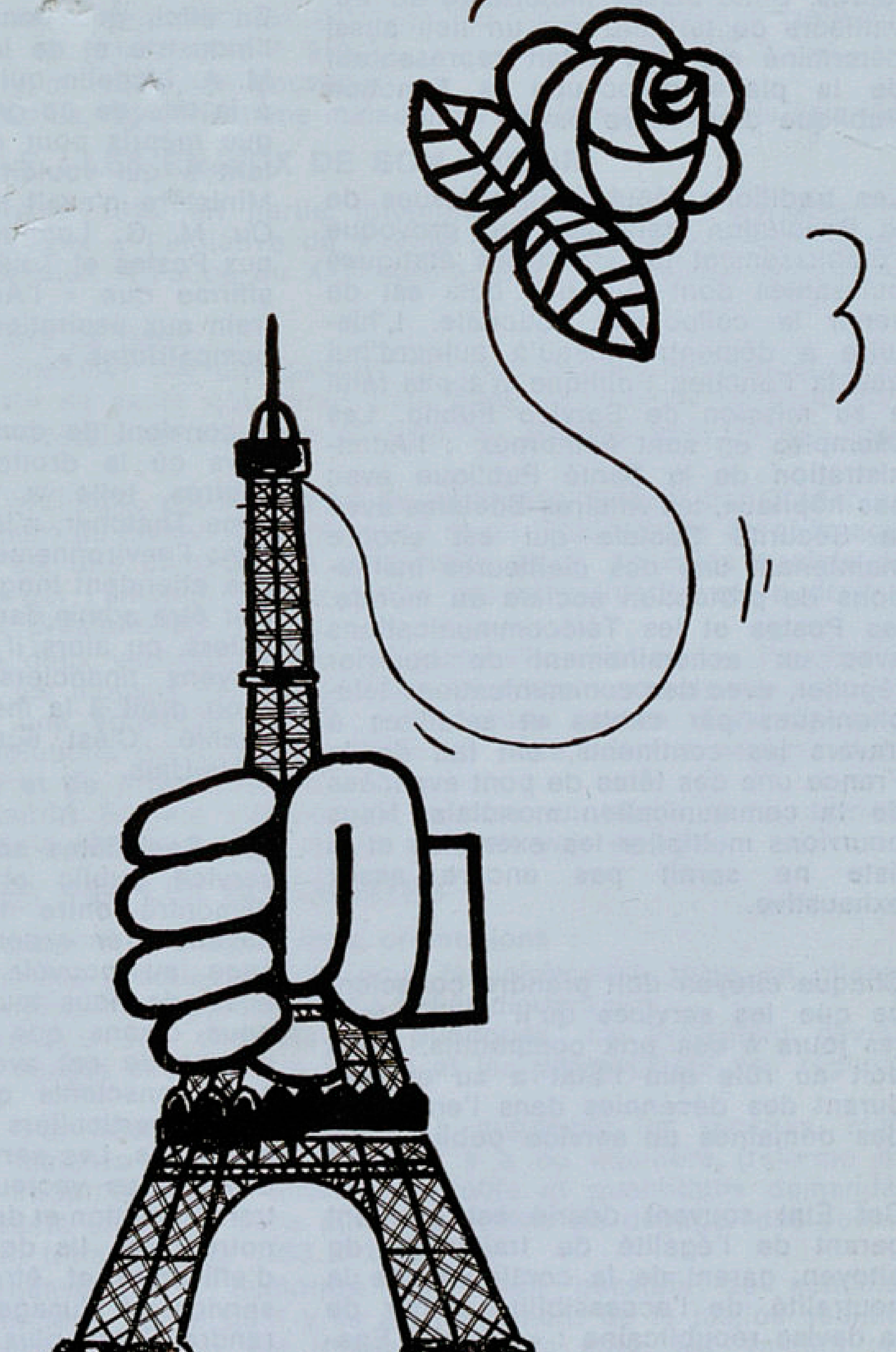
Ainsi le gouvernement n'est-il pas à la hauteur de l'enjeu. Courage, volonté, lucidité ne sont pas les qualités dont a fait preuve le chef du gouvernement dans ce domaine. Le ministère qui représente le premier budget de l'État est laissé à l'abandon, sans perspective, sans politique. Est-ce bien sérieux ?

Pourtant n'est-il pas possible d'obtenir l'accord de tous sur l'idée que, l'avenir d'un pays industrialisé passant par la formation la plus poussée de ses concitoyens, il est urgent de prendre les moyens de conduire 80 % de lycéens au niveau du bac et de compter 2 millions d'étudiants vers l'an 2000 ? Objectifs certes proclamés un peu partout, car c'est le simple bon sens, mais que seul le Président de la République a commencé à mettre en œuvre avant mars 1986 et souhaite promouvoir après le 8 mai 1988.

A la question posée « Comment donner à la France les hommes et les femmes dignes d'une nation industrielle moderne et républicaine ? » on ne pourra répondre que par une réforme née de la vaste consultation des Français.

Déjà autour du Président de la République nous pouvons tracer les lignes de quelques propositions qui, le Commissariat Général au Plan l'a souligné, peuvent être l'objet d'un consensus : diversifier les formations et les rythmes scolaires afin de réduire le nombre « d'exclus » de la formation et augmenter le niveau de tous. Mais si l'enseignement doit s'adapter aux élèves, si les filières doivent être multiples, l'ambition ne peut être que commune : allongement de la formation initiale, niveau élevé de culture générale. Dans un monde où les qualifications professionnelles évoluent sans cesse, ce sont encore les meilleures garanties d'une adaptabilité ultérieure.

De même la formation continue doit être améliorée : ceux qui ont dû interrompre leurs études à un moment de leur vie doivent trouver toutes les facilités pour les reprendre. La formation continue n'est pas un luxe, mais une nécessité impérieuse pour l'économie de la France qui a besoin d'hommes et de femmes toujours plus qualifiés, en même temps que le moteur d'une promotion sociale pour tous.



VICTOR-DURUY : JACK-POT

Les lois de décentralisation ont confié aux Régions l'entretien des lycées. Tâche amère pour la Région Ile-de-France car nous connaissons tous l'état de délabrement du lycée Victor-Duruy.

Pourtant cet été, à la grande satisfaction des élèves, des enseignants et des familles, la Région a voté un programme accéléré de rénovation du lycée : 80 millions de travaux sur 3 années. Bravo !

Oui mais, il y a une condition que jusqu'à fin février chacun se refusait à imaginer : l'Etat doit céder en échange 1.000 m² du terrain du lycée pour que la Région puisse y construire 5 étages de... bureaux. On croit rêver !

A 30 ou 40.000 F le m² la Région reprend d'une main près de la moitié de ce qu'elle a donné de l'autre. Clientélisme ? Jack-pot électoral à la veille des présidentielles ?

Malheureusement, les 1.000 m² troqués représentent la seule parcelle constructible du lycée : son agrandissement serait définitivement bloqué. Qui plus est, une dizaine de classes devront être enterrées pour respecter les règles de construction du secteur.

Une Association de défense s'est créée. Souhaitons qu'elle puisse se faire entendre.

Imp. de la 7e Section du Parti Socialiste.